

nouveau poste, par conséquent, je ne négligerai rien pour convaincre ceux de mes concitoyens qui n'en sont pas convaincus que les affaires extérieures sont véritablement des affaires nationales; qu'une politique étrangère, ainsi qu'on l'a dit avec beaucoup d'esprit, est une politique nationale en haut de forme et qu'elle intéresse le bien-être, voire l'existence, de tout homme, de toute femme et de tout enfant du pays.

J'estime en outre que les affaires extérieures du Canada doivent autant que possible, bien que sous réserve toujours des légitimes exigences du gouvernement responsable, reposer sur le détachement des partis. Après tout, nous sommes Canadiens, ou nous devrions tous l'être, avant d'être libéraux, conservateurs ou membres de la CCF, avant d'être québécois ou manitobains. Nous devrions donc présenter au monde extérieur un front uni.

Au nombre des problèmes internationaux qui nous confrontent à ce moment grave et déprimant de l'après-guerre, le plus important de beaucoup et qui éclipse à peu près tous les autres est d'éviter une troisième guerre mondiale. A San-Francisco, nous croyions avoir trouvé dans l'ONU l'organisme rêvé pour ce rôle. Les espoirs qu'on entretenait alors ont commencé à se dissiper lorsque le monde s'est divisé en deux camps rivaux et hostiles; d'un côté les libres démocraties, de l'autre les despotismes communistes réactionnaires. Devant cette division, qui fausse et embrouille toutes les questions dont l'ONU est saisie, depuis la condition de la femme jusqu'au statut de Jérusalem, notre organisation mondiale est anémiée, anémiée politiquement au point d'être impuissante.

Nous devons donc envisager avec un sombre sens des réalités, mais sans nous laisser aller au désespoir, l'avenir de l'ONU, avenir sur lequel influenceront grandement, dans un sens ou dans l'autre, les délibérations de l'Assemblée des Nations Unies dont la session s'ouvre cet après-midi à Paris.

D'après les délibérations et les décisions de cette Assemblée - je dirai même, d'après l'issue des discussions entre les grandes puissances au sujet de Berlin - nous saurons sans doute dans une grande mesure si les deux mondes - démocratique et communiste - peuvent coopérer, sur un pied de tolérance mutuelle à tout le moins, ou si elles continueront à se surveiller avec crainte, soupçon et malveillance. Dans ce dernier cas, pouvons-nous compter sur la sécurité et sur la paix au sein des Nations Unies et par elles?

Sinon, devons-nous liquider les Nations Unies? Je réponds non, car, malgré tous ses défauts et tous ses déboires, l'Organisation demeure le seul forum où la conscience mondiale puisse s'exprimer; car l'ONU a déjà contribué dans une mesure importante au bonheur de l'homme; car c'est le seul mécanisme de relations internationales universelles.

Toutefois, même si l'Organisation des Nations Unies ne peut se porter garante de notre sécurité, il ne s'ensuit pas que nous devons assister en spectateurs indifférents à l'effondrement de la sécurité collective. Nous pouvons constituer, au sein des Nations Unies et conformément aux termes de la Charte, des groupes régionaux de sécurité dont les membres assument certaines obligations en vue d'assurer la défense collective dans l'intérêt de leur sécurité individuelle.

M. St-Laurent, dans un discours qu'il prononçait à Toronto le 11 juin dernier, alors qu'il était encore Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, disait:

...../La